

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-est-en-danger-Offensive-Malouino-juridico-financiere-des-fonds-vautour>

L'Argentine est en danger ! Offensive « Malouino-juridico-financière » des « fonds vautour »

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : mardi 27 novembre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Argentine subit une charge brutale à laquelle *The Financial Times* (FT, 9,12 et 23/11/12) a donné beaucoup d'ampleur, ce qui équivaut, à mon avis, à une sorte de coup « Malouino-juridico-financier » du duo anglo-saxon de *Wall Street / la City*.

Si l'on ne comprend pas les portées prédatrices unilatérales de la globalisation néolibérale dérégulée, il peut paraître fantaisiste qu'un seul « *hedge funds* » spéculatif, *Elliot Capital Management / NML Capital*, qui cherche à récupérer 182 millions de dollars de la dette argentine acquise avant 2002 à travers les fonds vautour, grâce à une sentence très léonine du « juge » Thomas Griesa - très loquace, viscéral et vitupérant (littéral) pour sa fonction - d'un district de New York, fut capable de mettre en « échec » Cristina Fernández, ce qui peut se conclure par un « mat » le 15 décembre prochain pour défaut du paiement que le juge a généreusement fixé à 1 330 million de dollars.

Il semble invraisemblable qu'au XXI^e siècle (qui rappelle les embargos coloniaux du XIX^e), *Elliot Capital Management / NML* avec 15 000 millions de dollars d'actifs peut mettre à genoux la troisième économie d'Amérique Latine (PIB moyen en pouvoir d'achat : 716 500 millions de dollars, et 17 700 dollars par tête), éblouissante par le séquestre insolite à titre préventif du navire-école Libertad (sic) de sa Marine de guerre au Ghana (supersic !).

Elliot Capital Management / NML Capital, dont le siège se trouve dans les îles Caïmans, relève des « fonds vautour » dont la caractéristique consiste à acheter une dette à un prix soldé pour ensuite toucher la totalité de sa valeur faciale. Son propriétaire, sujet polémique, Paul Singer, a fait fortune à travers ce type de transactions douteuses et scandaleuses.

Selon *The Guardian* (15/11/12), les contestés « fonds vautour » utilisent les tribunaux « pour réclamer des centaines de millions aux pays les plus pauvres du monde ». Apparemment, désormais, ils ne respectent pas, grâce à la connivence judiciaire new-yorkaise, même un membre qui compte du G-20.

L'Argentine est devenue « un paria » de la finance anglo-saxonne depuis son impardonnable défaut, ce qui a été accentué par la nationalisation téméraire d'YPF que le groupe pétrolier « espagnol » parasite Repsol avait pillé (voir Bajo La Lupa, 4/4/12).

Russia Today (12/11/12) assure que Repsol est un groupe pétrolier paravent de la britannique BP, ce qui permet d'avaler beaucoup de choses insolites, comme d'autres transnationales « espagnoles » qui opèrent dans Amérique Latine en « Cheval de Troie » de la Grande-Bretagne : le *Banco Santander* (en réalité propriété de la banque britannique RBS) et le journal néolibéral *El País*, avec un masque social-démocrate d'une compagnie d'assurance anglaise.

Plusieurs se demanderont pourquoi un département de justice de New York est mêlé à cette affaire. Il se trouve que la *Bank of New York* fût la fiduciaire et le contractant de la précédente dette argentine qui a explosé lors du défaut de paiements de 2001. Deux morales postmodernes se dégagent :

- 1) ne jamais contracter des dettes sous juridiction étrangère, et encore moins sur les places « chacals » de *Wall Street* et de la *City*, et
- 2) pour les pays qui conservent encore un minimum de « souveraineté » (*whatever that means*) il est conseillé en urgence de restructurer et de relocaliser sous une juridiction locale les dettes et (ou) les plaintes anglosaxonnes.

Jude Webber et Robin Wigglesworth, du FT (23/11/12), dénoncent la « réaction furibonde » de Fernández à propos du jugement légal létal au milieu de manifestations contre son gouvernement en Argentine. Ils chargent Cristina Fernández, qui « *a fait de la confrontation (sic) sa marque de fabrique* » : avec les entreprises agricoles (à cause des taxes sur les exportations) ; la classe moyenne ; avec Repsol (sic) ; avec la GB sur les Malouines (sic), « et maintenant avec la grève généralisée des syndicats ». Ils estiment qu'au nom de la « souveraineté économique nationale », Fernández est disposée à un autre jeu dramatique (sic) « du tout ou de rien ».

Comme des porte-parole du vil chantage financier, de façon très superficielle et prenant seulement en considération les intérêts des chacals de Wall Street/ la City, Webber et Wigglesworth considèrent que Fernández ne peut payer aux détenteurs 93 % de la dette de 2001 qui a été restructurée en 2005 et 2010 : « L'Argentine court le risque d'un nouveau défaut de paiements ».

Ils avancent ce que Fernández méditait comme mère de toutes ses batailles pour le 7 décembre : l'application de la nouvelle loi sur les médias pour mettre en ordre l'oligopole de Clarin (propriété de la banque d'investissement *Goldman Sachs*) , que la présidente accuse de « mentir ».

Webber et Wigglesworth allèguent que la mise en échec par *Elliot Capital Management / NM Capital* conjointement au jugement du « juge » Griasa a enterré la présidente Fernández.

Buenos Aires va faire appel de la sentence, léonine, péremptoire du « juge » new-yorkais tandis qu'elle s'attaque aux « fonds vautour ».

Hans Humes, président de *Greylock Capital* (un autre *hedge fund*) et précédent coprésident du comité des détenteurs de bons argentins, a fustigé l'Argentine comme « pays et débiteur canaille (supersic !) » et, donne comme « finie », Fernández, à qui il ne reste plus qu' « à jeter l'éponge » ou à pratiquer la guerre de la « terre brûlée ».

Comme quoi dans ce délicat sujet financier, le conglomérat anglo-saxon applique les mêmes termes de propagande qu'en géopolitique contre l'Irak, la Libye, la Syrie et maintenant l'Iran.

Selon Webber et Wigglesworth, un autre non-paiement « intensifierait son isolement du marché international de capitaux », qui la laisserait coincée devant survivre par ses propres moyens (quelque chose de semblable à Cuba plus l'Iran plus Gaza).

Le *think tank* FIEL (très « fidèle » à la cosmogonie néolibérale [fiel=fidèle]) expose que la dépense publique de l'Argentine s'est envolée à 43.5 % du PIB : de presque 200 000 millions de dollars, pour réduire la pauvreté et pour créer des emplois.

Webber et Wigglesworth blâment « *le modèle étatiste (sic) économique* » (avec « des restrictions » aux importations et à l'achat de devises) de la présidente argentine, qui a été loué, en effet, par Joseph Stiglitz comme paradigmatique pour avoir relancé la croissance : 8.9 % en 2011 et 9.2 en 2010 ! Ils ne pardonnent pas non plus à Fernández avoir nationalisé les fonds de pension, et d'avoir utilisé les réserves de la Banque Centrale pour financer ses politiques « nationales et populaires ». Martín Redrano, ex-directeur de la Banque Centrale de la République Argentine, situe la chance de Fernández entre les mains de la « récolte de soya », ce qui est préjudiciable si surviennent des catastrophes climatiques au milieu de 25 % d'inflation. Pour l'instant elle peut résister avec les prix élevés du soya et la forte demande chinoise.

Je viens de m'entretenir avec un ex-ministre de l'Économie d'un éminent pays d'Amérique du Sud (qui a exigé l'anonymat) qui m'a commenté qu'ils observent dans le radar deux scénarios :

- 1) Une baisse délibérée brutale spéculative du pétrole pour frapper le Venezuela, le Brésil, la Bolivie, l'Équateur et l'Argentine, et

- 2) Une guerre financière multifactorielle (guerre de devises, de fuite des capitaux, etcetera).

Ouf ! Les président d'Amérique du Sud sont-ils préparés à affronter une guerre financière multifactorielle qui a déjà commencé contre l'Argentine ?

Selon mon point de vue, derrière l'assaut financier des « vautours » contre l'Argentine se cache l'idée d'encercler le Brésil, son premier associé géoéconomique sudaméricain.

[La Jornada](#). Mexico, 26 novembre 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 26 novembre 2012.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).